



france•tv

Syndicat National des Personnels de la Communication et de l'Audiovisuel

L'étincelle qui amorcera la bombe, juste avant l'annonce du plan massif de suppressions de postes à France Télévisions, viendra du pôle Outremer.

Nous l'avons dit et répété, si la doctrine en place à France Télévisions depuis des années « *Toujours plus avec toujours moins* », a fait des ravages parmi les salariés utilisés par les directions successives comme de *la chair à canon*, celle de Malakoff vient d'allumer la mèche d'où partira l'étincelle.

Voilà l'une des conséquences de la gestion catastrophique d'un(e) haut cadre ou comment un(e) grand chef(fe) se plaît à servir la soupe à la direction générale de France télévisions en supprimant des postes dans un service (histoire d'avoir la reconnaissance du ventre et de se faire bien voir), **face à des salariés acculés et apeurés par leur avenir dans l'entreprise qui préfèrent s'en prendre... à d'autres collègues !**

La moindre suppression de poste aujourd'hui engendre des tensions sociales toujours plus importantes, à mesure que les services sont réduits à plus grand chose....et ce n'est qu'un début.

Cette situation ressort typiquement de ce que la loi française considère, à juste titre, comme des **RPS ! Les "fameux" risques psycho-sociaux ! C'est exactement ce qui est en train de se passer au sein de l'établissement de Malakoff où tout démarre et d'où l'incendie va se propager.**

Lorsque ce(tte) responsable doit rendre des comptes des comptes, **la solution est de monter les salariés de son service contre les autres salariés qui ont justement besoin de ce service (et inversement !) plutôt que d'assumer voire d'œuvrer à trouver des solutions...**

Cette politique managériale calamiteuse oblige de facto d'autres cadres, eux aussi victimes, de demander toujours plus de travail à leurs équipes histoire de compenser les ETP (équivalents temps plein) qui disparaissent...

Autrement dit : ce sont toujours les salariés qui restent qui doivent assumer les conséquences des erreurs managériales et de la fonte des effectifs.

Quelle honte ! Après ça, la direction ne peut que *constater et/ou se plaindre de l'augmentation des arrêts maladies et/ou des tensions entre salariés... Ben voyons ! A qui la faute, pas à celle et ceux qu'on trait comme du bétail !?*

Cela se poursuit et s'accélère avec la bienveillance active de certains(es) hauts cadres qui ne manquent pas de bénéficier de *la reconnaissance du ventre*, (par des primes notamment).

Ironie de la situation : **cette situation au sein du Pôle outre-mer intervient au moment où l'actualité ultramarine n'a jamais été aussi impactante pour la nation française : Nouvelle-Calédonie / Mayotte / Guadeloupe, Martinique, etc...et ce malgré le fait que les défenseurs de France Ô, SNPCA-CGC en tête, n'ont cessé et ne cessent encore d'exprimer haut et fort que la visibilité des Outre-mer ne soit pas une farce mais une réalité pour la France et pour le Service Public de l'Audiovisuel...**

Le SNPCA-CGC a œuvré depuis le début du démantèlement de France Ô, du pôle outre-mer et de l'établissement de Malakoff en alertant à maintes reprises la direction générale sur les conséquences dramatiques de politiques managériales assassines pour les salariés comme pour l'entreprise, a décidé de porter le coup.

Ces tensions dramatiques et exponentielles entre salariés sont la traduction concrète du management assassin de certains hauts cadres de l'entreprise, à commencer l'établissement de Malakoff.

Dans le privé, cela porte un nom : **"faute professionnelle managériale"...**et toute faute doit être sanctionnée ! Il est inacceptable qu'un(e) cadre ou haut cadre monte des salariés d'un service contre d'autres salariés pour ne pas assumer SES responsabilités.

Le SNPCA-CGC qui sait combien les mois à venir vont faire de dégâts avec le doublement des 50 millions économies donc 100 millions en 2025 (dans quelques jours finalement) du fait des restrictions budgétaires importantes imposées par l'actionnaire (l'État) que Delphine Ernotte va transformer en plan massif de suppressions de postes (des centaines et des centaines voire des milliers selon nos sources) dit STOP.

Toutes ces « huiles » qui servent la soupe à la direction générale pour leur SEUL intérêt et/ou du fait de leur incompétence : ça suffit !!!

Pour commencer, ces décisions prises par ce(cette) haut-cadre de Malakoff (et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres) n'ayant fait l'objet d'aucune négociation entre représentants des salariés et la direction et encore moins soumis aux Instances représentatives des personnels (CSE) avec les conséquences que ces modifications des conditions de travail pour les salariés de son service mais aussi d'autres salariés de l'établissement, elles relèvent du Pénal.

Le SNPCA-CGC va proposer à d'autres organisations syndicales qui pour l'heure n'ont pu que constater les faits, de saisir certes la Justice mais aussi la **Représentation nationale** qui depuis une dizaine d'années n'a pas vu ce qui se passait ou du moins à qui pendant tout ce temps, une photo mensongère de l'entreprise lui a été présentée.

La violence à l'égard des salariés (quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne !) doit stopper net avant que n'arrivent d'autres accidents !!!

STOP au toujours moins de salariés et au toujours plus de travail pour celles et ceux qui restent au moment où notre société est à la dérive et ou certains n'ont devant les yeux que les JO comme unique compas !!!!!

